

*L'Adresse—M. Cassidy*

Les Canadiens nantis oeuvrant dans le secteur financier incitent constamment le gouvernement à réduire le déficit budgétaire. L'an dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) s'est rendu dans Bay Street pour s'entretenir avec ces riches Canadiens. Il leur a dit que même s'il s'était trompé en faisant ses calculs pour l'année financière en cours, la réduction du déficit demeurerait sa plus haute priorité. Il serait temps qu'il se rende compte que l'opinion d'Etobicoke et de Bay Street n'est pas celle du Canadien moyen. Le gouvernement se doit de répondre aux besoins du Canadien moyen et non pas simplement aux besoins des nantis des régions qu'il fréquente dans le sud de l'Ontario. Au nom des millions de Canadiens menacés de chômage ou dont l'emploi est incertain, je voudrais savoir pourquoi le gouvernement n'a pas profité de l'occasion que lui offrait le discours du trône pour signaler que le taux de chômage de 9,7 p. 100 était inacceptable au Canada, et pour fixer des objectifs en vue de faire fléchir systématiquement ce taux au lieu de se contenter de fixer des objectifs pour de réduction du déficit.

Il en est de même des impôts. Depuis deux ans, le gouvernement a augmenté les impôts de la famille canadienne ordinaire de 1 300\$ par année. Il a réduit en même temps les taux d'impôt des sociétés et des riches. Le mois dernier, nous avons publié des chiffres révélant que chaque année environ 80 000 sociétés canadiennes prospères, près d'un tiers du total, dont les revenus sont de l'ordre de 12 milliards de dollars ne paient aucun impôt sur le revenu. En quelques années, une caissière de la succursale de la Banque Royale, rue Sparks, dans ma circonscription, a payé à elle seule plus d'impôt sur le revenu que son employeur n'avait eu à en payer sur des actifs totalisant aujourd'hui 98 milliards de dollars d'un bout à l'autre du pays. Est-ce équitable? Voilà un autre exemple de ce que je veux dire quand je dis que nous avons maintenant deux Canada, l'un riche et l'autre pauvre.

Les Canadiens espéraient trouver une orientation bien précise dans le discours du trône, pas seulement les généralités à l'eau de rose qu'on leur a adressées. Je voudrais énoncer les priorités que mon parti et moi estimons qu'il faudrait établir et qui le seront lorsque le NPD formera le prochain gouvernement du Canada.

La première consisterait à faire passer les emplois avant le déficit. Lorsque le ministre des Finances a annoncé une révision à la hausse du déficit, il a assuré à ses anciens collègues de Bay Street que le programme de réduction du déficit continuait à s'appliquer. Il lui reste encore à dire aux simples citoyens quels sont ses objectifs en matière de réduction du chômage, et il se trompe à mon avis de priorités. Rien ne contribuerait davantage à réduire les dépenses du gouvernement et à accroître ses recettes fiscales que redonner du travail aux Canadiens. Autrement dit, mettons les emplois en tête de liste des priorités et cela contribuera également à réduire le déficit. Mais à en juger par ce qui se passe à l'heure actuelle, la préoccupation du gouvernement à l'égard du déficit a pour effet de faire baisser le revenu disponible des Canadiens, de diminuer leur empressement à acheter des biens et des services, de paralyser l'économie et de rendre impossible la création de nouveaux emplois.

L'expérience du gouvernement néo-démocrate du Manitoba de retour au pouvoir depuis cinq ans, et celle du gouvernement

néo-démocrate du Yukon qui a réduit de moitié le taux de chômage durant sa première année au pouvoir, montrent qu'un gouvernement peut se fixer des objectifs significatifs pour réduire le chômage et qu'il peut les atteindre. C'est ce que nous devrions faire ici au Canada.

Nous devons également nous engager à traiter équitablement tous les Canadiens et toutes les régions de notre pays. Il ne faut pas que le Canada devienne davantage un pays à deux visages. Il est assurément intolérable de penser que les perspectives d'un habitant du Cap-Breton sont peu reluisantes, tandis que celles de son concitoyen qui habite dans le sud de l'Ontario, à Toronto, à Hamilton ou à London seront plus attrayantes, et nous devons maintenant donner l'espoir d'un avenir prometteur aux habitants de tous les coins du pays. Devant ce défi, le gouvernement s'est contenté de dire aux régions qu'elles devraient se débrouiller par leurs propres moyens.

*[Français]*

Monsieur le Président, il y a dix-huit mois, le groupe d'action sur l'emploi du Nouveau parti démocratique a traversé en cherchant des solutions aux problèmes de l'emploi. Dans notre rapport nous avons misé sur l'initiative démontrée dans les différentes régions, la contribution des moyennes et des petites entreprises, la nécessité de décentraliser les programmes et d'être flexibles.

Le gouvernement semble avoir accepté certaines de nos recommandations. Mais cela ne vaut pas la peine si l'argent manque pour mettre en place une nouvelle approche au développement régional. Les deux Canada vont continuer d'exister, et le gouffre entre les deux Canada va continuer à augmenter.

• (1220)

*[Traduction]*

Si on ne s'engage pas à assurer l'égalité et à favoriser la décentralisation ainsi qu'une certaine souplesse, les disparités persisteront, surtout si le gouvernement continue de se donner comme rôle principal de laisser le secteur privé enrichir le sud de l'Ontario alors que le reste du Canada s'enlise à nouveau dans la dépression.

La troisième question a trait à l'équité du régime fiscal. Selon des sondages du ministère des Finances lui-même, la grande majorité des Canadiens estime que le régime fiscal est inéquitable. Notre système fiscal préoccupe de plus en plus les Canadiens. Il est devenu si inacceptable et si inefficace que même les grandes sociétés réclament des changements. Cependant, le gouvernement fait siennes les solutions que le monde des affaires propose, même si ces solutions ne conviennent pas aux Canadiens ordinaires.

Il est dit dans le discours du trône que les impôts des particuliers diminueront. Nous en serions les premiers ravis, monsieur le Président, mais nous savons fort bien ce que le ministre des Finances a en tête. Il veut adopter une taxe sur les opérations commerciales qui constituera une nouvelle forme d'impôt à la consommation dont fera les frais l'homme de la rue. Cette taxe remplacera et élargira la taxe de vente actuelle appliquée aux fabricants. Quel que soit le nom qu'on lui donne, il ne s'agit pas d'une taxe sur les opérations commerciales, mais plutôt sur les particuliers.